

QUATRIEME CONFERENCE REGIONALE SUR L'INTEGRATION DE LA FEMME  
AU DEVELOPPEMENT ET DIXIEME ANNIVERSAIRE DU COMITE  
REGIONAL AFRICAIN DE COORDINATION (CRAC)

ABUJA (NIGERIA) 6-10 Novembre 1989

COMMENT ACCROITRE LES RESSOURCES ET LES POSSIBILITES  
POUR UNE PARTICIPATION ACCRUE ET PLUS EQUITABLE  
DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Par

J. Maud Kordylas

Arklod's Food Laboratory,  
Douala, Cameroun

SEPTEMBRE 1989

## TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
1. <u>Ere pré-coloniale et coloniale</u> .....	1
1.1 Ressources disponibles pour les femmes africaines et comment elles les ont gérées .....	1
1.2 Effets de ces modifications sur les femmes et leurs ressources .....	2
1.3 Les femmes et la production de cacao dans le Sud du Ghana ...	6
1.4 Activités économiques des femmes dans la production, la commercialisation et la distribution des cultures vivrières .....	7
1.5 Associations de femmes .....	10
2. <u>Politiques des gouvernements africains : Incidences sur les activités économiques des femmes</u> .....	16
2.1 Politiques d'occidentalisation en vue du développement économique .....	16
2.2 Politiques gouvernementales portant sur les budgets alloués aux programmes de femmes .....	18
2.3 Autres sources d'aide aux projets des femmes .....	22
3. <u>Comment accroître les ressources et les possibilités nécessaires pour assurer aux femmes africaines une participation plus complètes et plus équitables dans le développement</u> .....	23
3.1 La question de la participation de la femme africaine est vitale pour le développement de l'Afrique .....	23
3.2 Application de la science dans la modernisation du secteur de l'alimentation - une expérience personnelle.....	25
4. <u>Conclusion</u> .....	26

Comment accroître les ressources et les possibilités  
pour une participation accrue et plus équitable  
des femmes africaines au développement

1. Ere pré-coloniale et coloniale

1.1 Ressources disponibles pour les femmes africaines et comment elles les ont gérées

1.1.1 La reconnaissance de la contribution des femmes au bien-être de la communauté

Avant l'imposition du pouvoir colonial, la plupart des populations africaines étaient engagées dans des activités de subsistance. Cela leur permettait de mener une vie décente. Les relations selon le sexe et l'âge étaient délicatement équilibrées en fonction de la tradition, des coutumes et de valeur pour la communauté du travail individuel. En raison de la contribution des femmes aux efforts productifs de la famille et de la collectivité dans son ensemble, les femmes ont joué un rôle influent dans l'élaboration des politiques et même au sein du gouvernement bien que leurs organisations n'aient pas bénéficié du même statut que celles des hommes.

1.1.2 Buts du système colonial

Ces buts étaient les suivants :

- 1) Remplacer le système économique de subsistance fonctionnelle par une économie de rente;
- 2) Propager le christianisme et l'éducation occidentale;
- 3) Inculquer une façon de penser occidental en ce qui concerne le gouvernement et le développement.

Donc au cours de l'ère coloniale, les peuples africains ont connu des bouleversements socio-économiques provenant de sources vaguement appréhendées qui ont débouché sur des conséquences imprévues et ont transformé leurs idées et leurs réactions. Les femmes africaines étaient parmi les gens ordinaires qui ont été le plus touchés par les changements radicaux qui ont eu lieu après la conquête coloniale et elles en pâtissent toujours.

Bien que les femmes africaines n'aient rien à dire en ce qui concerne la politique coloniale et l'infrastructure administrative, elles ne se sont pas comportées comme des observateurs désintéressés ou des objets passifs attendant d'être transformés par les ingénieurs sociaux. Elles ont dû adapter leur vie à de nouvelles situations, à de nouvelles possibilités et à de nouvelles idées, en utilisant les ressources dont elles pouvaient disposer.

### 1.1.3 Imposition d'une économie de rente - cultures d'exportation

Avec l'imposition par les gouvernements coloniaux d'une économie de rente et notamment des cultures d'exportation, involontairement ou volontairement, il y a eu de profondes modifications structurelles de la vie des populations. Ces modifications se sont caractérisées par un accroissement de la propriété foncière dans certains cas et une aliénation des terres dans d'autres, la perte de l'usage des droits fonciers et la perte de la liberté économique pour un nombre accru de femmes dans les régions de culture. Il y a eu l'émergence d'une petite classe de travailleurs, petite mais s'accroissant régulièrement. Au départ elle comprenait essentiellement des migrants des zones rurales, qui poussés par la nécessité de gagner de l'argent pour payer des taxes ou d'autres raisons, cherchaient des possibilités d'emploi dans les villes, les mines et les régions de cultures commerciales.

## 1.2 Effets de ces modifications sur les femmes et leurs ressources

### 1.2.1 Cultures commerciales

Les cultures commerciales ont fait subir aux institutions économiques de nombreux pays africains un profond changement à la suite de l'intégration des sociétés pré-coloniales dans l'économie capitaliste mondiale. Le développement du coton en tant que culture commerciale est la cause principale de ces changements au Niasaland (Malawi) et celui du cacao dans la Côte d'Or (Ghana).

### 1.2.2 Les femmes et la production du coton au Malawi

Alors que le capitalisme pénétrait dans la société rurale, il y a eu un accroissement spectaculaire de la population de la région, ce qui a mis fin au système de la culture itinérante. On a eu de moins en moins besoin de travaux réservés uniquement aux hommes tels que l'abattage des arbres. Le gouvernement colonial avait également transformé de vastes espaces de terres en réserves forestières et de gibiers et institué des réglementations strictes en ce qui concerne leur utilisation. Les hommes ne pouvaient plus chasser comme ils le faisaient. Les activités économiques des femmes se sont également limitées à l'industrie du sel et à la poterie à mesure que des produits manufacturés importés pénétraient dans les marchés ruraux. Les industries du vêtement et du fer ont été également touchées de la même façon. Avec la restriction des activités économiques rurales, la main-d'œuvre aussi bien masculine que féminine a été progressivement amenée à produire du coton et des cultures vivrières.

Les aînés dans la communauté ont réagi à l'accroissement de la demande de main-d'œuvre pour la production du coton en élargissant le pouvoir des institutions qui garantissaient leur contrôle sur la main-d'œuvre jeune. Une évolution totalement différente s'est produite dans les relations entre hommes et femmes mariés. La façon différente dont les hommes et les femmes ont profité des nouvelles opportunités économiques tient essentiellement aux systèmes différents de division du travail selon le genre dans trois types principaux de ménage : familles dirigées par une femme, familles monogamiques dirigées par un homme et familles polygamiques dirigées par un homme. En général, l'introduction de

L'économie coloniale a eu tendance à atténuer les différences fondées sur le genre dans l'organisation de la production agricole.

Pour que la culture du coton soit une réussite, il fallait que le mari et la femme à la fois soient associés au processus de production. Ils disposaient plus ou moins des mêmes possibilités en ce qui concerne le marché et cela a dans une grande mesure réduit la base du pouvoir des hommes dans certains cas et aidé les femmes à être un peu indépendantes, dans d'autres. Les différences fondées sur le genre dans les régimes monogamiques ont été considérablement réduites, alors qu'elles ont été exacerbées dans des ménages polygamiques.

La culture du coton a été intégrée dans les systèmes actuels de production alimentaire. Les agriculteurs consacraient rarement des terres à la culture exclusive du coton. Celui-ci était associé au maïs et à d'autres cultures dans le système agricole fluviale (dimba) ou associé ou alterné durant la même saison avec du maïs et du sorgho dans le sous-système pluvial (mphala).

### 1.2.3 Effets de la production du coton sur les femmes des ménages monogamiques

Les ménages monogamiques étaient de loin le régime pratiqué par la grande majorité des paysans. Les maris et les épouses travaillaient côte à côte pour planter, sarcler et récolter dans la plupart des cas. Les rendements de coton dans le mphala étaient en moyenne de 67 livres (lbs) mais dans le dimbo ils pouvaient atteindre 300 livres. Dans les ménages monogamiques, après la récolte, c'était à l'épouse le soin de tout gérer. Elle contrôlait la répartition des produits agricoles et en gardait une partie pour les besoins du ménage. Elle pouvait disposer de l'excédent comme elle l'entendait. Le mari devait la consulter s'il souhaitait donner ou vendre une partie des produits alimentaires. Le coton, à la différence des produits alimentaires, n'était jamais entreposé pour une longue période et n'était pas régi par les règles sur la distribution des produits alimentaires. En théorie, un couple marié était supposé parvenir à un accord mutuel avant que l'un d'entre eux procède à une vente importante, notamment lorsque de l'argent était en jeu comme c'était le cas pour le coton. Un mari irréfléchi pouvait cependant vendre le coton et dilapider l'argent ainsi obtenu à l'insu de son épouse. De telles possibilités étaient toutefois réduites puisque le coton se vendait sur le marché public sous le contrôle de l'Etat qui exigeait que les lieux et les dates de production soient enregistrés. C'est ainsi que de nombreuses femmes avaient pris l'habitude d'accompagner leurs époux à la place du marché en portant généralement leurs sacs de coton elles-mêmes.

Les femmes utilisaient l'argent provenant de la vente du coton pour acheter des tissus tandis que les hommes préféraient utiliser leur argent pour s'acquitter de leurs impôts. Si pour une raison ou une autre, une femme ne pouvait accompagner son mari au marché, le mari devait lui montrer le produit de la vente afin que les deux ensemble décident de son utilisation. Cette période était une période de prospérité et les femmes s'en souviennent très bien. Acheter du tissu pour elles-mêmes symbolisait leur réussite en tant qu'agricultrices.

La division du travail en fonction du genre était plus structurellement définie dans les ménages polygamiques que dans les ménages monogamiques. C'était particulièrement vrai pour les ménages où l'époux avait une plantation de coton séparée appelée zunde. Les détenteurs d'un zunde étaient habituellement les chefs. Cette coutume s'est étendue progressivement aux agriculteurs prospères. En pleine saison de culture du coton, il était estimé qu'il y avait approximativement 2000 détenteurs de zunde possédant des exploitations de 3 à 100 ares ou plus. Les époux effectuaient la plupart du travail normal sur les fermes ou engageaient des travailleurs agricoles rémunérés, essentiellement parmi les associations de jeunes, les pauvres des villages ou les travailleurs migrants.

Les épouses vivant dans de tels ménages avaient leur propre jardin potager dans lequel leurs enfants aidaient à la culture. Une épouse travaillait à tour de rôle avec ses co-épouses pour préparer la nourriture pour le ménage, y compris les travailleurs. Elle apportait également son assistance pour les travaux sur la plantation. Plus les épouses d'un homme étaient nombreuses, plus large était la terre que celui-ci pouvait cultiver. La "tentation d'avoir plusieurs épouses" bien connue n'était pas simplement un obstacle au progrès rural tel que considéré par les administrateurs coloniaux, mais était la meilleure assurance du paysan riche contre les caprices de la nature et les fluctuations sur le marché mondial.

Les épouses étaient considérées comme une force de travail permanente sur les plantations de coton. Elles n'avaient pas de droits légaux en ce qui concerne la rémunération, comme les autres travailleurs agricoles. Un époux était supposé payer ses co-épouses directement et indirectement en leur offrant comme cadeau des tissus ou en leur donnant le droit de commercialiser le coton de qualité inférieure. Pendant les bonnes années cotonnières, cet arrangement donnait satisfaction à tous. Pendant les mauvaises années, cependant, des problèmes se posaient du fait qu'il n'y avait pas suffisamment de personnes qui achetaient le coton de mauvaise qualité.

Pour sortir de leur situation qui souvent débouchait sur des rivalités entre épouses, certaines co-épouses diversifiaient leurs propres cultures, en cultivant du coton pour la vente. L'argent tiré de la vente des produits alimentaires de leurs jardins respectifs ainsi que du coton appartenait aux producteurs qui avaient le dernier mot en ce qui concerne les affaires ayant trait à sa vente. Heureusement pour ces femmes, le système juridique de village reconnaissait leurs droits économiques et les faisait appliquer dans le cas de toute action juridique. En cas de divorce, une femme pouvait avec succès revendiquer une portion des biens que la vente du coton lui avait permis d'accumuler avec son mari.

L'économie cotonnière coloniale avait l'impact le plus marqué sur les ménages dirigés par des femmes. Au nombre de ces chefs de famille indépendantes, figuraient des veuves, des divorcées, des vieilles femmes et les épouses de migrants qui avaient disparu ou qui n'étaient pas revenus au pays. Ces femmes, comme leurs homologues mâles, étaient chargées de payer les impôts. Leur capacité à payer les impôts et à survivre en tant que catégorie sociale indépendante, a été étroitement liée à la prospérité découlant de l'économie cotonnière. La vente du coton

représentait leur meilleur moyen de gagner l'argent nécessaire pour faire face à leurs obligations et subvenir aux besoins de leur famille. Précédemment, elles gagnaient de l'argent en travaillant sur les fermes de riches paysans, en brassant de la bière ou en fournissant d'autres services de ménages.

La réussite de ces femmes se mesurait par les statistiques relatives au paiement des impôts. Dans les bonnes années, les femmes manquaient rarement à leurs engagements et cela leur a gagné le respect unanime des administrateurs. Contrairement à ce qu'avancent certains intellectuels, la production des paysans dans les colonies avant la seconde guerre mondiale fournissait un mécanisme qui permettait aux femmes d'élargir leurs droits domestiques au-delà des limites habituelles de la tradition.

#### 1.2.6 L'effondrement de l'économie cotonnière, ses effets sur les femmes

Deux facteurs principaux ont entraîné l'effondrement de l'économie cotonnière au Malawi : le premier et le plus important était d'ordre écologique, la crue des eaux du fleuve Tchiri et du lac Malawi inondait de vastes étendues de la vallée, ce qui réduisait la superficie des terres disponibles dans le système fluvial (dimba) pour la production du coton. Le second était lié aux effets au Malawi de la Grande Dépression lorsque les cours du coton sont tombés à un niveau très bas. Ces phénomènes ont eu de sérieuses répercussions sur les relations domestiques rurales et leurs rapports avec l'économie coloniale en général. Les jeunes, comme de nombreux hommes mariés valides se sont retrouvés dans le circuit de la migration. Ils ont quitté la région pour chercher un emploi dans les villes et les colonies voisines. Les propriétaires de Zunde cherchaient un travail non agricole plus profitable. Le travail agricole était laissé aux femmes et aux personnes âgées dans le village. De nombreuses femmes trouvant de plus en plus difficile de joindre les deux bouts ont été obligées de contracter un mariage polygamique, à la suite de l'évolution de la situation économique et du fait de la prépondérance numérique des immigrants à une époque où les possibilités pour les femmes de gagner de l'argent au foyer diminuaient. En 1940, il était clair que dans les régions cotonnières, le coton était essentiellement cultivé par les femmes et les jeunes dont la préoccupation essentielle était de fournir des vivres en quantités suffisantes chaque année.

La qualité de la vie dans les ménages dirigés par une femme s'est gravement détériorée à mesure que les cours du coton continuaient de chuter. Certaines femmes ont essayé de s'employer comme servantes de maison ou travailleuses agricoles sur des fermes appartenant aux riches des zones rurales, elles ont essayé de brasser de la bière où se sont engagées dans d'autres activités. A mesure que la dépression s'aggravait, ces femmes sont devenues de plus en plus désespérées. Les rapports de district à partir de cette période illustrent de nombreux exemples des souffrances que ces femmes ont connues. Beaucoup d'entre elles ont opté pour la polygamie proposée par leurs chefs et leurs aînés.

La présentation faite plus haut montre que tant que les femmes avaient des possibilités de gagner de l'argent dans le village, elles sont parvenues à mener une activité indépendante, mais avec la disparition de ces possibilités, elles sont devenues de plus en plus tributaires de leurs maris. Elles sont devenues les gestionnaires des fermes de leurs maris au lieu d'être des productrices

indépendantes ou semi-indépendantes de petites entreprises. Elles sont devenues ce que Sacks appelle les "vraies femmes" qui se tournaient vers leurs maris pour satisfaire leurs besoins pécuniaires.

### 1.3 Les femmes et la production de cacao dans le sud du Ghana

De 1920 à 1940 dans certaines régions de la Côte d'Or (Ghana), les femmes avaient également commencé à acquérir un ou deux ares de terre pour la production du cacao leur appartenant en propre. Elles travaillaient sur ces fermes avec l'assistance de leurs enfants, et ont commencé à posséder des fermes de cacao leur appartenant en propre. Dans l'Ashanti et le Brong les femmes avaient un accès accru aux terres, mais dans la région de Sunyani, les fermes des femmes leur provenaient de leurs maris alors que d'autres les obtenaient elles-mêmes. Dans les années 30, beaucoup d'agricultrices autonomes se voyaient dans la plupart des villages du Sud du Ghana sur des fermes d'environ 2,7 ares, notamment dans les régions de l'Est et de l'Ahafo.

#### 1.3.1 Relations entre hommes et femmes

Les relations entre hommes et femmes dans le domaine de la production des cultures rurales, notamment celle du cacao, ont été gravement touchées lorsque la chute combinée des cours du cacao et des revenus réels, jointe à l'endettement accru des agriculteurs au cours des années 30, a temporairement débouché sur une diminution de l'investissement effectué par les hommes dans la culture du cacao. Au cours de cette période, les hommes avaient beaucoup plus tendance à allier la culture du coton avec des travaux rémunérés localement ou à émigrer à la recherche d'emplois urbains qui leur permettaient de subvenir aux besoins de leur famille. Il en est résulté que lorsque les hommes quittaient les régions rurales, c'était aux femmes qu'il incombait de s'occuper des fermes de coton. Parallèlement à l'accroissement de la responsabilité des femmes, celles-ci ont eu une conscience plus aigüe de leur importance dans la production du cacao.

Les femmes devaient se consacrer aussi bien aux fermes de leurs maris qu'à leurs frères et gérer leurs propres fermes, tout en essayant d'entretenir des jardins qui leur permettaient d'avoir des produits alimentaires pour le ménage et à vendre sur le marché. La "hausse-chute" du cacao a d'abord poussé les hommes à prendre des travaux manuels et ensuite à s'employer dans les zones urbaines. Ceci permettait aux femmes de cultiver pour leur propre compte et/ou de continuer à cultiver les fermes de cacao de leurs maris. Au cours de cette période, les pères ont eu tendance à envoyer leurs fils plutôt que leurs filles à l'école. Les femmes se sont aperçues que leur mobilité économique résidait dans les activités rurales plutôt que dans l'enseignement ou dans la vie urbaine.

Les femmes ghanéennes dans les zones rurales ont commencé à acquérir une autonomie sans précédent. Elles avaient des biens séparés de ceux de leurs maris et de leurs frères. Bientôt de nouveaux cas ont commencé à apparaître dans les tribunaux du district au cours des années 40. Les femmes qui avaient aidé leurs maris à lancer une ferme de cacao ont commencé à demander un dédommagement pour leur peine et celle de leurs enfants, en cas de divorce ou à la mort du mari dans les sociétés matrilineaires. Les femmes africaines ont pu ainsi montrer qu'elles étaient capables de profiter des occasions. Elles ont utilisé ces possibilités pour accroître leurs avantages économiques en utilisant les ressources à leur disposition.



En raison des fluctuations constantes des cours du cacao et du fait que les gouvernements ghanéens successifs d'après l'indépendance n'ont pas reconnu l'importance des agricultrices s'adonnant à la culture du cacao et ne leur ont pas fourni des prêts bancaires, la plupart des agricultrices cultivant le coton ont abandonné leurs fermes. Elles sont allées rejoindre leurs maris dans les villes et les agglomérations. Cette exode a eu un effet déstabilisateur considérable sur l'économie nationale dans son ensemble, qui reposait sur une seule culture : le cacao. Les marchés sont devenus de plus en plus engorgés à mesure qu'un nombre accru de femmes s'engageaient dans les activités commerciales.

#### 1.4 Activités économiques des femmes dans la production, la commercialisation et la distribution des cultures vivrières

##### 1.4.1 Production de cultures vivrières

Pendant la période pré-coloniale, les femmes ont contribué à la production des cultures vivrières en fonction des rôles traditionnels que leur assignait la coutume. Les tâches agricoles principales, à savoir la préparation du sol, notamment le défrichage et le labour, l'ensemencement, le sarclage, la moisson et les tâches après récolte (le battage et le vannage) étaient réparties selon le genre. En général c'est aux hommes qu'il revenait de préparer la terre. L'ensemencement et le sarclage étaient essentiellement effectués par le propriétaire de la ferme lui-même ou la propriétaire elle-même, sauf dans le cas des champs communaux où le chef du ménage s'assurait l'aide de deux à quatre autres membres du ménage mâles.

Certaines femmes âgées bénéficiaient dans ces tâches de l'aide régulière de leurs filles et de leurs belles-filles, belles-soeurs ou co-épouses, mais il n'existait pas une forme définie d'aide selon les types de relations familiales. Un grand nombre de membres du ménage, aussi bien hommes que femmes aidaient les propriétaires du champs lors de la moisson et des activités après récolte.

Sur le plan du nombre absolu d'heures de travail, dans l'ensemble, les hommes autres que les chefs de ménage consacraient le plus gros de leur temps à la production d'une culture, notamment si elle était vendue contre de l'argent, par exemple les arachides. Étaient les premières épouses qui travaillaient le plus grand nombre d'heures. Ainsi par le biais de la participation et de la pratique, la plupart des femmes ont pu acquérir les connaissances et les compétences agricoles qui existaient dans la communauté prise dans son ensemble.

Avec l'adoption d'une économie de rente à mesure que les hommes se consacraient en majorité à la culture commerciale, les femmes ont continué de s'occuper de leurs jardins potager tout en produisant des cultures commerciales. Cela a été possible parce que les cultures commerciales étaient toujours associées avec des cultures vivrières.

##### 1.4.2 Commercialisation et distribution des produits alimentaires

Traditionnellement, la plupart des femmes valides étaient soit agricultrices soit commerçantes ou souvent les deux. Généralement, les femmes s'occupaient de commerce sur le marché alors que les hommes étaient chargés des cultures. Les femmes étaient responsables de la commercialisation et de la distribution des

produits agricoles ainsi que des produits artisanaux et des services. Pour atteindre ce but, elles ont créé un système très efficace de fixation des prix et de commercialisation.

Un petit groupe de femmes devint très riche, gérant des réseaux commerciaux vastes, mais la plupart des femmes ne dégageaient qu'un bénéfice insignifiant qui leur permettait à peine de vivre. Les marchés locaux jouaient un rôle important dans la commercialisation des produits alimentaires. Les femmes vendaient leurs produits agricoles sur les marchés au bord des routes et achetaient d'autres biens à de petits commerçants qui les apportaient des villes et cités.

#### 1.4.3 Activités après récolte

##### Transformation et conservation

Traditionnellement, les femmes préparaient les aliments pour la famille et se chargeaient aussi des activités après la récolte en vue de conserver les produits agricoles excédentaires. Lorsque les cultures de rente ont fait leur irruption dans le circuit économique rural, les femmes se sont également intéressées au traitement des cultures telles que le cacao pour l'ensachage et leur vente éventuelle sur les marchés d'exportation. Les méthodes traditionnelles de préparation, de traitement et de conservation des aliments mis au point au fil des siècles ont été transmises par l'enseignement et la pratique d'une génération de femmes à l'autre.

Certaines des technologies traditionnelles de traitement des produits alimentaires mis au point étaient les suivantes : installations efficaces d'entreposage des céréales; méthodes complexes de fermentation pour éliminer la toxicité des tubercules telles que le manioc pour les transformer en des produits comme le gari et les farines de tubercule. Des méthodes d'extraction de l'huile ont été mises au point pour tirer de l'huile des fruits du palmier, de la noix de coco, des arachides, des noix de karité pour n'en citer que quelques-unes. Des légumes telles que le gombo et les fruits du poivre ont été séchés pour la conservation. L'alcool était produit à partir d'extraits de palmiers. Le traitement traditionnel du poisson était l'une des technologies de traitement les plus anciennes mises au point en Afrique. Un grand nombre de femmes utilisaient des centaines de milliers de fours pour conserver le poisson par séchage au soleil, fumage, salaison. Ces techniques de traitement alimentaire sont encore assez largement répandues.

Le système traditionnel de production alimentaire agricole, combiné avec les petites unités de traitement alimentaire essentiellement entre les mains des femmes, a un coût d'opportunité faible. Dans l'ensemble, le système a, pendant de nombreuses années, désavantagé de nombreux grands entrepreneurs sur le plan de la compétitivité. Leurs systèmes à faible coût et rentables ont réussi à assurer les besoins de toute la société au cours de la période prè-coloniale et coloniale. Leurs activités permettent encore à 75 ou 80 % de la population africaine vivant tant dans les régions rurales que dans les villes de vivre sans faire trop de dépenses.

#### 1.4.4 Produits alimentaires prêts pour la consommation

L'exode des agriculteurs des zones rurales à la recherche d'un emploi dans les villes a offert aux femmes vivant dans les villes côtières diverses opportunités

commerciales. Elles ont utilisé leurs connaissances et compétences en matière de préparation traditionnelle des aliments pour créer des popotes et vendre à un faible prix aux travailleurs des aliments prêts à être consommés.

Celles qui étaient déjà établies dans le métier ont développé leurs activités, d'autres se sont jointes au groupe en introduisant de nouveaux produits pour satisfaire les goûts de groupes ethniques différents. Par exemple, pour le déjeuner, il n'y avait pas moins de 12 à 15 aliments, prêts à être consommés. Certains des repas les plus équilibrés sur le plan de la nutrition étaient les suivants : gari et haricots, riz et haricots, bouillies de céréales et croquettes de haricots, plantains frits avec haricots frits (bambara), bananes frites avec haricots frits (bambara), kenky et poissons frits avec poivre frais ou frit, abolo, un produit ressemblant à du pain fait avec du blé et du poisson frit, tuo de riz et ragout de viande.

Certains de ces aliments en plus d'autres variétés plus lourdes étaient préparés pour le dîner. Ces repas étaient servis près des lieux de travail dans des popotes : une activité prospère dans le domaine des aliments déjà préparés était en outre entreprise à divers endroits pour fournir un déjeuner non seulement aux marchandes, mais également aux enfants fréquentant des écoles situées près du marché.

Celles qui vendaient des aliments déjà préparés, notamment celles qui exerçaient dans des endroits fixes près des bureaux offraient des facilités de crédit à leurs clients qui inscrivaient à la craie sur les murs leur dette quotidienne. Les comptes devaient être réglés à la fin de chaque mois. Ces femmes donc fournissaient des services vitaux aux pauvres et aux travailleurs à faible revenu. Elles offraient en outre des débouchés vitaux pour les produits agricoles locaux et stimulaient la production alimentaire dans les régions rurales.

#### 1.4.5 Commerce

Les activités commerciales des femmes les rendaient importantes dans le secteur de la distribution. Leurs contributions ont été reconnues dans les sociétés précoloniales et de ce fait, les femmes détenaient un droit important dans le domaine public : le droit d'examiner les politiques publiques, le droit de faire des représentations en ce qui concerne les organes traditionnels de prise de décisions et le droit à la propriété et à l'héritage. Bien que cela ne permit pas aux femmes d'être sur un pied d'égalité sociale et politique avec les hommes, elles exerçaient cependant une influence suffisante en matière d'élaboration des politiques et disposaient de mécanismes institutionnels pour exercer cette influence.

Au cours de l'ère coloniale, les compagnies commerciales coloniales ont reconnu les capacités des commerçantes et ont fait appel à leurs services pour promouvoir la commercialisation et la distribution des produits importés. Les sociétés distribuaient des livres de compte aux femmes grossistes et propriétaires de boutiques, qui achetaient des textiles et d'autres biens en gros pour la distribution. Ces femmes avaient des étalages au marché où elles redistribuaient leurs produits aux détaillants. Grâce à un réseau de distribution complexe, les femmes ventilaient leurs marchandises sur d'autres centres de commercialisation d'où elles étaient distribuées et revendues en détail au public. A un moment où la vente à crédit et le paiement par tranches ne faisaient pas partie des services

offerts dans de grandes sociétés commerciales en Afrique, les commerçantes offraient de tels services aux travailleurs salariés dans les zones urbaines.

Une petite minorité de commerçantes à Accra (Ghana) par exemple devint riche et a investi dans des taxis et des flottes de taxis. D'autres ont placé leur argent dans des projets de logements bon marché pour loger les travailleurs migrants. Les commerçantes pouvaient payer les frais d'éducation de leurs fils et certaines ont même envoyé leurs enfants à l'université aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Habituellement, elles initiaient leurs filles au commerce à un âge précoce environ 14 ans, ce qui leur permettait de développer leurs activités économiques localement et ailleurs. En fait cela formait une bonne partie de l'éducation reçue par les masses de jeunes filles avant que les établissements d'enseignement ne soient accrus en nombre pour recevoir davantage de filles.

Avec le temps, les activités commerciales des femmes leur ont inculqué une conscience de groupe et une solidarité fondée sur leurs intérêts et leurs besoins mutuels ce qui a commencé, à son tour, à susciter une stratification en groupes. Parmi les commerçantes Ga dans la région urbaine d'Accra au Ghana, cette stratification était manifeste, les grossistes, les propriétaires de boutiques et les étalagistes devenant les groupes les plus privilégiés. La majorité des commerçantes, particulièrement celles qui vendaient des aliments prêts pour la consommation dans des lieux fixes et celles qui vendaient des produits dans la rue, restait au bas de l'échelle. Les commerçantes reconnaissant le pouvoir de l'action collective pour défendre et promouvoir leurs droits, ont commencé à former des associations et des groupements en vue de promouvoir leur intérêt économique. Les forces collectives de ces associations de femmes se sont révélées un contre pouvoir non seulement aux gouvernements coloniaux mais plus tard aussi aux gouvernements africains après l'indépendance.

### 1.5 Associations de femmes

Les femmes africaines possèdent une histoire longue et riche d'organisation collective qui leur a permis d'exprimer et de défendre leur intérêt depuis l'époque pré-coloniale jusqu'à aujourd'hui. Les Yoruba du Nigéria avaient une tradition urbaine forte ainsi que des institutions qui préconisaient la participation des femmes au gouvernement et dans l'économie, les plus importantes de ces institutions étaient le bureau du "iyalode" et les marchés. Les femmes participaient également aux sociétés de crédit traditionnelles tournantes et aux sociétés d'épargne ethniques.

Le colonialisme a modifié la position des femmes dans la société. Il a notamment influé sur leurs rôles économiques et leur capacité de participer à l'administration locale. Les femmes africaines dans différents lieux, se rendant compte rapidement de la nature de la menace sur leurs intérêts, ont regroupé leurs forces pour défendre leurs intérêts.

Leurs activités ont consisté d'abord essentiellement à s'organiser sur le marché selon une nouvelle structure faisant appel à la fois à leurs compétences traditionnelles et à leurs conceptions du pouvoir ainsi qu'à des actions de protestation de type occidental. Certains de ces regroupements étaient les suivantes : Confédération des Fante et des Ga dans la Côte d'Or (Ghana); l'Egba Board of Management à Abeokuta (Nigéria) et les sociétés coopératives dans l'Ouest du

Cameroun. Une de ces sociétés coopératives est arrivée à réglementer la vente des plaintains et des cocoyam dans les années 50 au Cameroun alors français. Le groupe était autorisé à vendre 200 tonnes de plaintains par mois en 1953 et a organisé un boycott réussi des ventes en 1954 pour forcer l'administration française à augmenter les prix.

Au Nigéria, les nouvelles organisations regroupaient les dirigeants d'élite éduqués à l'occidentale et les dirigeants et institutions traditionnels Yoruba de façon à promouvoir le bien-être des femmes Yoruba en fonction de l'évolution de la situation sous la période coloniale. On trouvera ci-après quelques exemples des activités qu'elles ont menées.

#### 1.5.1 L'association des femmes du marché de Lagos (AFML)

##### Opposition à l'impôt sur le revenu pour les femmes

En 1908, les commerçantes s'étaient déjà regroupées de façon ponctuelle dans des buts précis, par exemple pour s'opposer à l'imposition de tarifs sur l'eau et à l'augmentation des prix des textiles. Vers le milieu des années 20, l'Association des femmes du marché de Lagos était devenue un mouvement actif. L'élan qui est à la base de la création du mouvement est venu des femmes elles-mêmes. Elle est devenue une association de marché efficace, très disciplinée, Madame Pelewura étant la dirigeante dynamique à l'origine de la fondation du mouvement. Marchande de poissons en 1900, en 1910 elle était reconnue par le gouverneur de Lagos comme une dirigeante importante des commerçantes.

Elle a été élue responsable des femmes du marché d'Ereko au cours des années 20. Ce marché était le marché de viande le plus important et le plus prospère de Lagos. Une étude du gouvernement signalait en 1932 que Ereko était l'un des marchés les plus efficacement gérés de la ville. Selon le rapport, les commerçantes d'Ereko contribuaient trois pence par semaine à un fonds qui servait à engager des avocats en cas de nécessité et à rémunérer deux employés pour écrire des lettres et assurer l'interprétation des interviews avec les fonctionnaires coloniaux et d'autres individus.

Madame Pelewura, une musulmane analphabète, utilisait les mêmes qualités d'organisation qu'elle déployait sur le marché pour gérer l'AFML. L'absence d'une éducation de type classique n'était pas un problème insurmontable pour elle. L'important, c'était de savoir comment utiliser les compétences et les conseils à la fois de ses supporters et des personnes instruites engagées dans le but de faire avancer les intérêts des commerçantes.

Il existe divers récits détaillés sur la façon dont les capacités de l'AFML étaient utilisées pour s'opposer efficacement à des mesures gouvernementales que les femmes considéraient comme contraires à leurs intérêts.

En 1932, les femmes se sont opposées efficacement à une taxe que le gouvernement colonial prévoyait d'imposer aux femmes de Lagos. Ce n'est que huit ans plus tard que le gouvernement a essayé à nouveau d'assujettir les femmes à une taxe. Cette fois, Pelewura était en première ligne de l'opposition à la taxe. L'AFML a organisé une protestation de masse immédiatement pour s'opposer à la législation sur l'impôt sur le revenu qui avait pour but d'alimenter l'effort de

guerre. Les femmes ont insisté sur le fait que l'imposition d'une taxe pour les femmes était contraire à la coutume et qu'elle n'était pas souhaitable eu égard à tous les autres sacrifices liés à la guerre. Pelewura a, plus tard lors d'une déclaration faite à une réunion, dit que les femmes de Lagos étaient essentiellement les victimes de la guerre : elles devaient nourrir et habiller des maris et des parents en chômage et aider leurs hommes à s'acquitter de l'impôt sur le revenu afin de faire en sorte qu'ils ne soient pas envoyés en prison pour défaut de paiement. Elle a terminé son allocution en Yuroba en disant que "le droit de vote pour les femmes ou alors pas de taxation sans représentation". Les femmes ont été si inflexibles que le gouvernement a décidé de revoir la loi bien qu'il ait refusé de la supprimer.

En quelques jours il a été décidé que le montant du revenu annuel imposable pour les femmes passait de 50 livres à 200 livres, un chiffre d'affaires que très peu de commerçantes réalisaient. Les femmes avaient ainsi remporté une victoire limitée.

#### Opposition au mécanisme de contrôle des prix

En partie parce que le gouvernement colonial ne comprenait pas les aspects fondamentaux du réseau commercial mis en place par les commerçantes, lequel était assez souple pour permettre aux petits commerçants de faire de petits bénéfices, et en partie parce que le gouvernement n'a pas réussi à évaluer le coût intrinsèque fondamental du transport et de l'entreposage, il a mis en place des mécanismes de contrôle des prix qui ont été jugés déraisonnables par les commerçantes. Par exemple, les haricots produits dans le Nord du Nigéria étaient vendus à des intermédiaires à 19s 6 pence par unité de poids. Le gouvernement a imposé un prix taxé de 17s l'unité.

Dans de telles conditions, un marché noir dynamique s'est développé, aux activités duquel les femmes de marché, les producteurs et même les sociétés ont participé. Les femmes dans différents marchés ont appliqué leur décision de ne pas se conformer au mécanisme gouvernemental de contrôle des prix. Lorsqu'il s'est agi de contrôler les prix du gari, les vendeuses de gari ont placé d'autres femmes sur la route de Sagamu pour dresser des barrages. Ces dernières ont fouillé chaque véhicule en partance pour Lagos et ont confisqué des chargements de gari afin de manifester leur mécontentement au gouvernement.

Les centres gouvernementaux de vente créés pour contrecarrer le mouvement des femmes de marché n'ont pas été capables d'assurer la distribution des produits de base. Des queues interminables se sont formées devant les centres de vente gouvernementaux et très souvent les centres d'approvisionnement connaissaient des ruptures de stock. Le marché noir était par contre mieux organisé et mieux approvisionné que les boutiques gouvernementales. En 1944, l'administration a estimé que près des deux tiers de la population de Lagos s'approvisionnaient en vivres sur le marché noir.

Lorsque le gouvernement a essayé d'amener les femmes de marché à coopérer avec le mécanisme de contrôle des prix, Pelewura s'est adressée directement au Commissaire de la colonie et a menacé de fermer tous les marchés de Lagos si les contrôles n'étaient pas levés.

Durant la période où le gouvernement a essayé d'appliquer les systèmes de contrôle des prix, de nombreuses femmes ont été arrêtées pour avoir enfreint la loi, et certaines ont même été emprisonnées. Les tribunaux se sont montrés beaucoup plus sévères avec les pauvres femmes de marché qu'avec les grandes sociétés prospères.

L'opposition de l'AFML aux tentatives du gouvernement visant à régler l'économie était un aspect important de la réaction nigériane à la guerre. Il s'agissait de la preuve que les femmes de marché africaines avaient pris conscience des frustrations énormes de l'administration coloniale au cours de cette période, et qu'elles assumaient la responsabilité de s'y opposer. Les activités des femmes à l'époque représentaient une réforme et une expansion du type traditionnel d'organisation de femmes. Les femmes utilisaient ainsi les ressources dont elles disposaient pour préserver leurs prérogatives dans les conditions changeantes du système colonial.

#### 1.5.2 Le Nigerian Women's Party

En 1944, bien qu'un nombre considérable de femmes possèdent des maisons et payent des taxes, elles n'étaient cependant pas représentées au sein du Conseil municipal ni au sein du Conseil législatif. En 1946, le Conseil législatif nigérian a promulgué l'arrêté concernant les enfants et les jeunes personnes, qui interdisait aux enfants de moins de 14 ans de se lancer dans le commerce de rue et rendait obligatoire l'autorisation parentale pour les filles âgées de 14 à 16 ans désirant se lancer dans le commerce. L'arrêté a également limité aux heures diurnes le temps pendant lequel les jeunes filles étaient autorisées à faire du commerce. Ceci a porté atteinte à la tradition africaine qui est inhérente à la gamme entière des activités commerciales et des activités d'apprentissage des femmes. De nombreuses injustices ont été infligées à des filles innocentes pendant que la police appliquait les instructions qu'elle avait reçues de faire respecter l'arrêté concernant les enfants et les jeunes personnes. La police a procédé à l'arrestation de jeunes filles sortant des trains entrant en gare de Lagos et a quelquefois ramassé des jeunes femmes mariées avec leur bébé au dos pour cause de commerce en dehors des heures légales.

Le Nigerian Women's Party s'est associé à d'autres organisations de femmes pour opposer un front uni à l'arrêté honni. Dans une lettre adressée au Commissaire de la colonie en 1946, le NWP a exprimé ses craintes de voir les autorités introduire un système de passe semblable à celui adopté en Afrique du Sud, en limitant de cette manière le mouvement des personnes. Après de nombreuses réunions conjointes de protestation et l'envoi de délégations aux autorités, le Commissaire a reconnu que la loi nécessitait une modification et a décidé de suspendre les arrestations.

Une autre question majeure dont le parti s'est occupé a été l'opposition des femmes de marché à la pratique de commercialisation utilisée par les entreprises étrangères de gros qui obligeaient les femmes à conclure un marché global : les marchandises qu'elles voulaient leur étaient avancées à condition qu'elles prennent d'autres marchandises indiquées par les grossistes. En fait, ces ventes conditionnelles étaient une manoeuvre habile des hommes d'affaires étrangers pour se débarrasser des marchandises difficiles à écouler. Les femmes connaissant toutes les ficelles du commerce ont immédiatement perçu la raison de ce marché

global. De nombreuses réunions populaires ont été organisées pour protester contre cette pratique.

### 1.5.3 Les femmes et les mouvements politiques

Dans les sociétés précoloniales, les femmes participaient à la vie politique et avaient des représentants pour protéger et promouvoir leurs intérêts. Un système de contrôle et d'autorégulation fonctionnait dans la société traditionnelle pour maintenir l'ordre et empêcher un dirigeant de devenir trop autoritaire et despotique dans son comportement. Ce système d'autorégulation a été interrompu sous le régime colonial et le mécanisme établi par le gouvernement colonial fournissait un rideau de protection pour les activités du dirigeant qui avait ainsi les moyens d'étendre ses prérogatives bien au-delà de celles qui étaient permises par les usages et coutumes traditionnels. Bien que les autorités britanniques dans les colonies africaines ne se soient pas efforcées d'interrompre ou de changer le rôle politique des femmes, il ne leur est simplement jamais venu à l'esprit que les femmes pouvaient avoir un rôle significatif quelconque à jouer dans la vie politique et n'ont par conséquent jamais pris de disposition à cet effet.

Les femmes étaient cependant, pleinement conscientes du préjudice que causaient les politiques coloniales à leur statut social, et utilisaient les capacités d'organisation politique propres à leurs ethnies et leurs mécanismes traditionnels pour préparer les femmes à mener les combats de femmes en vue de préserver et de protéger leurs droits économiques.

Au cours des années 40, les femmes ont, de plus en plus, lié leurs objectifs particuliers aux objectifs plus généraux de l'autonomie et ont constitué une source importante de soutien pour le mouvement nationaliste qui s'est développé durant la guerre. Sans leur soutien indéfectible, aussi bien économique que moral, les militants mâles n'auraient certainement pas réalisé leurs objectifs aussi rapidement qu'ils l'ont fait.

### 1.5.4 La section des femmes du TANU (Tanganyika African National Union)

Le Tanganyika (Tanzanie) African National Union a été créé en 1954 par Julius Nyerere. Nyerere était d'avis que les femmes, aussi bien que les hommes, devaient être associées au mouvement nationaliste. La section des femmes du TANU a été lancée en 1955 à Dar es-Salaam par une femme nommée Bibi Titi Mohamed qui a été décrite comme une femme urbaine extrêmement dynamique. Elle a été recrutée comme premier membre femme du TANU en 1954 par le second de Nyerere à l'époque.

Bibi Titi avait déjà de l'expérience en politique nationaliste, ayant aidé à donner une formation politique à des femmes essentiellement Hayas et Asiatiques qui participaient au groupe de couture du Tanganyika African Association. Sous la houlette de Bibi Titi, les meilleures de ces stagiaires étaient déléguées dans différentes parties de Dar es-Salaam et de la province septentrionale pour mobiliser les femmes.

Bibi Titi a commencé ses activités pour la TANU avec le recrutement des brasseuses de bière de Dar es-Salaam et a continué avec le démarchage de porte en porte. Elle, en particulier, et la section des femmes du TANU en général étaient



largement responsables de la politisation de Dar es-Salaam en 1955 et ont fait en sorte que 40 000 personnes assistent à la première réunion publique du TANU, tenue après le retour de Nyerere dans la capitale à la fin du mois de septembre 1955. En octobre, lorsque le TANU a tenu sa première Conférence, Bibi Titi avait recruté 5 000 membres pour la section des femmes et à la fin de l'année, le TANU comptait parmi ses membres plus de femmes que d'hommes.

Nyerere a parfaitement reconnu et utilisé le dynamisme et les aptitudes d'organisatrice de Bibi Titi. Il l'a chargée de la création ou, le cas échéant, de la réorganisation des antennes du TANU ailleurs. Il a souvent entrepris des tournées avec elle et a considérablement tiré profit de la popularité et du respect dont elle jouissait auprès des populations, ainsi que de sa capacité à obtenir la loyauté des populations pour le TANU et Nyerere lui-même.

La plupart des antennes du TANU ont rapidement eu leurs sections des femmes avec des responsables femmes. Certaines femmes instruites ont eu des responsabilités plus grandes au sein du parti, mais, généralement la plupart des femmes étaient simplement mobilisées pour les rassemblements de masse et les activités sociales, constituant une foule enthousiaste et pleine d'entrain pour les visites des personnalités du TANU.

Face aux succès de Bibi Titi et à la capacité des femmes à unir leurs voix et à les utiliser, les hommes ont commencé à produire des réactions anti-femmes que le TANU s'est à peine efforcé d'explicitier ou de combattre. Les hommes sont devenus clairement hostiles à toute participation des femmes autre que la participation aux rassemblements de masse et les plus âgés ont dénoncé le fait qu'une femme comme Bibi Titi puisse s'adresser à eux.

En 1959 le TANU a accepté une décision électorale qui distinguait deux catégories de femmes adultes : les femmes instruites et propriétaires de maison ont été classées dans un groupe et considérées comme ayant le droit de voter avec les hommes adultes quels que soient leurs niveaux d'instruction. Les jeunes femmes qui avaient reçu une éducation coloniale et qui représentaient un infime pourcentage de la petite élite instruite ont été classées dans la même catégorie que certaines femmes des villes plus âgées qui avaient acquis une autonomie économique suffisante pour posséder une maison. Ainsi, la grande majorité des femmes, y compris la plupart des membres des sections des femmes du TANU n'ont pas eu voix au chapitre pendant les élections de septembre 1960 qui ont permis au TANU de remporter tous les sièges à l'exception d'un seul et permis à Nyerere de former son premier cabinet.

#### 1.5.5 Récapitulatif des ressources disponibles pour les femmes africaines et manière dont elles les gèrent

Dans la première partie de cet exposé, on a essayé de fournir des preuves concrètes en se basant sur des exemples historiques réels pour démontrer que pendant les périodes précoloniale et coloniale :

1. Les Africaines avaient accès aux terres et, bien qu'elles n'aient pas accès au crédit, elles utilisaient les ressources dont elles disposaient notamment leur savoir-faire pour contribuer non seulement à la

production de cultures vivrières mais également à la production de cultures de rente.

2. Les femmes ordinaires montraient une habileté remarquable à s'adapter aux nouvelles idées, aux nouvelles méthodes, aux nouveaux styles et aux nouvelles stratégies transmis par d'autres personnes pour consolider leurs acquis économiques. Les femmes utilisaient leurs connaissances et savoir-faire traditionnel dans la préparation, le traitement et la conservation de denrées alimentaires pour créer des petites industries de rente.
3. Les femmes en particulier se sont révélées être des organisatrices extrêmement efficaces et compétentes utilisant leurs aptitudes de maîtresses de maison et distributrices de produits de base pour créer des réseaux de distribution complexes. Elles ont introduit des relations commerciales de type occidental dans des systèmes qu'elles pouvaient gérer et les ont utilisés aussi bien dans le secteur structuré que dans le secteur non structuré pour promouvoir leurs activités économiques, et ce, en leur faveur.
4. En liant leurs objectifs particuliers aux objectifs plus généraux d'autonomie, les femmes ont offert leurs aptitudes d'organisatrice en vue de la réalisation de l'objectif du mouvement nationaliste, à savoir instaurer l'autonomie dans de nombreux pays africains.

Dans la deuxième partie du présent rapport, on tente de montrer comment les politiques des gouvernements africains indépendants ont ouvertement ignoré les aptitudes des femmes africaines et ont aidé à les étouffer avec des conséquences de grande portée sur le développement économique de la plupart des nations africaines.

## 2. Politiques des gouvernements africains : Incidences sur les activités économiques des femmes

### 2.1 Politiques d'occidentalisation en vue du développement économique

Quelque temps avant et durant l'ère coloniale, les Européens ont de plus en plus assuré les Africains que leur culture était barbare et démodée et qu'il était préférable d'imiter la culture européenne le plus tôt possible pour s'atteler à rattraper le monde moderne. Les Africains semblaient en convenir. Après avoir accédé à l'indépendance, les gouvernements africains ont mis les bouchées doubles pour mécaniser leur agriculture, créer des industries modernes, en particulier pour la substitution aux importations, dans le secteur alimentaire et assimiler toutes les techniques de pointe. Dans une grande mesure, le mouvement indépendantiste en Afrique était un mouvement d'occidentalisation. Les planificateurs et politiciens avaient peu d'hésitation sur ce point. Le modèle à calquer était bien l'occident.

Les politiciens et les bureaucrates ont essayé d'avoir un contrôle sur la commercialisation et la fixation des prix des produits agricoles et sur l'importation de produits de base, plutôt comme moyen d'assurer des recettes à l'Etat et des gains personnels que moyen de promouvoir le développement rural.

Des fermes d'Etat ont été créées et maintenues comme moyen de modernisation des campagnes en accélérant la disparition inévitable des fermes traditionnelles des paysans, grâce à une forte présence étatique et pour faciliter l'adoption de techniques de pointe dans les moyennes à grandes exploitations. Les gouvernements ont extorqué les revenus des agriculteurs par le prélèvement de taxes, des taux de change surévalués et des offices de commercialisation monopolistiques. Ces politiques d'exportation de produits de base et d'extorsion de revenus visaient à assurer le financement de l'appareil d'Etat, ainsi que l'approvisionnement bon marché en denrées alimentaires et en matières premières des industriels et travailleurs urbains.

Les investissements dans les secteurs alimentaires ont été négligés au profit des fermes d'Etat et de projets à forte intensité de capitaux plus importants dont les bénéfices allaient à certains groupes de clients. Les intérêts des petits producteurs étaient ainsi minés. On se complaisait à croire que tout ce qui était européen était moderne et que tout ce qui était africain était primitif et arriéré. La femme africaine avec ses vastes connaissances en savoir-faire et technique traditionnelle, aussi bien dans l'agriculture que dans le commerce, le traitement et la conservation de denrées alimentaires est devenue, tout comme ceux qui se sont vus refuser le droit de vote par une décision électorale du TANU, l'incarnation de ce qui était primitif et arriéré et a ainsi été rejetée et ignorée. Il ne lui restait plus qu'à poursuivre les activités économiques qu'elle pouvait entreprendre sans aucune reconnaissance et sans aucun soutien officiel.

#### 2.1.1 Incapacité des politiques d'occidentalisation à promouvoir le développement économique de l'Afrique

Les techniques agricoles mises au point sous des climats tempérés et adoptées dans les pays africains tropicaux n'ont pas donné les résultats escomptés pour l'amélioration de l'agriculture en Afrique. La mécanisation visant à résoudre les difficultés techniques et autres problèmes de production s'est avérée être non applicable pour cause d'inadaptation au sol africain et pour d'autres raisons techniques ainsi que pour des facteurs d'échelle liés à la taille des opérations. Les agriculteurs européens et américains n'ont jamais pu concurrencer les petits producteurs africains sans l'apport de subventions gouvernementales.

Dans deux résumés récents présentant la genèse de la crise agraire en Afrique, il a été noté que a) l'absence d'une perspective historique d'un côté et b) un mépris flagrant des connaissances locales de l'autre ont aggravé la crise alimentaire en Afrique. Il a été de toute évidence reconnu que le maintien de populations à densité élevée dépendait de la mise au point d'un système productif dans lequel la gestion écologique, les institutions sociales et les pratiques agricoles sont étroitement liées. Le savoir-faire agricole traditionnel de l'Afrique tenait compte de tous ces facteurs.

#### 2.1.2 Effet de l'occidentalisation sur les activités des commerçantes africaines

L'un des effets néfastes des politiques d'occidentalisation est l'incidence sur les commerçantes. Amenées à poursuivre leurs activités économiques dans le cadre du programme d'occidentalisation, les femmes africaines ont saisi l'occasion pour développer leurs activités commerciales. Elles ont élargi le champ de leurs activités

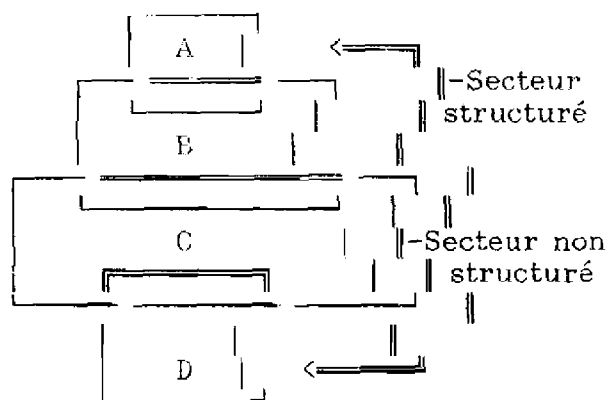
commerciales pour y inclure non seulement d'autres régions de l'Afrique mais également, l'Europe, l'Amérique et l'Asie où elles se rendent pour acheter des quantités de biens manufacturés qu'elles ajoutent à ce qu'elles ont déjà obtenu auprès des entreprises étrangères installées sur le terrain. A travers leurs réseaux de commercialisation et de distribution complexes, elles ont pu contribuer, dans une grande mesure, à la pénétration active d'articles étrangers dans les coins les plus éloignés du continent africain et ont ainsi contribué à habituer les populations africaines à consommer des produits étrangers au détriment de l'économie africaine.

Un simple regard sur n'importe quel marché africain révélerait l'ampleur des activités commerciales des femmes africaines en ce qui concerne les produits importés : du prêt à porter aux chaussures; des produits alimentaires manufacturés aux produits cosmétiques; batteries de cuisine, jouets, etc. tous visant à assurer le processus d'occidentalisation de l'Afrique, l'objectif des gouvernements africains.

## 2.2 Politiques gouvernementales portant sur les budgets alloués aux programmes de femmes

La relance des activités économiques des femmes au cours de l'ère coloniale avec l'introduction de l'économie de rente a donné lieu à une stratification graduelle des femmes africaines en des espèces de groupes économiques. Les politiques d'occidentalisation accélérées de l'économie menées par les gouvernements africains indépendants, avec les politiques d'enseignement et autres ont contribué à renforcer le processus de stratification, divisant les femmes africaines en quatre catégories distinctes. Le diagramme ci-après (schéma 1) tente de présenter les groupes formés.

Schéma 1



Catégorie A : Comprend les femmes africaines professionnelles d'un niveau d'instruction élevé, qui forment l'élite instruite. Il s'agit des docteurs, des avocates, des ministres, des économistes, des professeurs d'université, des cadres, des infirmières etc. Ces femmes représentent un très petit pourcentage de la population féminine en Afrique.

- Catégorie B : Comprend les femmes instruites qui assument les fonctions de secrétaires, standardistes, employées de boutique, propriétaires de magasin, coiffeuses, couturières, etc. La plupart d'entre elles sont employées dans le secteur structuré bien que quelques-unes travaillent à leur propre compte. Elles représentent un pourcentage beaucoup plus élevé que le groupe de l'élite. Les deux groupes appartiennent cependant à ce qu'on appelle le secteur structuré.
- Catégorie C : Comporte la plus grande proportion de femmes africaines. La plupart de ces femmes vivent dans les zones rurales. Elles s'occupent de production de cultures vivrières et de cultures de rente, de commercialisation et de distribution de denrées alimentaires, et du traitement et de la conservation des produits locaux. Elles sont relativement pauvres mais se débrouillent plus ou moins bien. Le reste de ces femmes s'occupent d'activités commerciales et font partie d'un réseau de distribution plus vaste. La plupart sont des petites commerçantes. Le gros des femmes commerçantes en Afrique appartient à ce groupe. Les activités économiques du groupe tout entier assurent le graissage et le bon fonctionnement des roues du secteur non structuré. En effet, leurs activités ont également un effet stabilisateur sur les activités et la survie du secteur structuré. Car sans les fruits de leur labeur, il serait extrêmement difficile pour le secteur structuré de se maintenir.
- Catégorie D : Représente le plus pauvre des quatre groupes. Elle comprend les femmes qui n'ont pas accès aux terres ou qui sont déplacées ou qui vivent dans les zones rurales ou dans les zones urbaines. La plupart d'entre elles vivent sur des terres très peu productives avec lesquelles elles essaient de survivre. Elles trouvent difficiles de joindre les deux bouts. Les deux dernières catégories C et D constituent ce qu'on appelle le secteur non structuré.

La répartition des femmes figurant dans le diagramme plus haut est une tentative visant à mettre en relief les catégories qui bénéficient des allocations budgétaires pour les programmes de femmes. Le gros des allocations budgétaires gouvernementales pour le financement des programmes des femmes est canalisé à travers différents ministères tels que le ministère de la santé, le ministère de l'agriculture, le département de la protection sociale, le ministère des affaires féminines, quand il existe, et à travers la section des femmes du parti national, au cas où il existerait également.

Les allocations canalisées par le ministère de la santé par exemple peuvent être utilisées pour financer des services pour les femmes tels que maternités, centres de planification familiale etc. Celles canalisées par le ministère de l'agriculture peuvent être utilisées pour financer les programmes relatifs aux facteurs de production en vue de la production de cultures de rente, avec un appui très peu important aux femmes s'occupant de production de cultures vivrières. Les ressources canalisées par le département de la protection sociale peuvent être utilisées pour fournir des garderies, promouvoir des programmes

ayant trait à l'artisanat pour les femmes, assurer des cours de cuisine pour différents groupes de femmes, assurer également des cours de teinture, etc.

Ces allocations budgétaires sont utilisées essentiellement pour assurer la prestation de services pour les femmes des catégories A et B du diagramme, qui vivent dans les zones urbaines ou qui sont étroitement liées à ces zones, et également pour les femmes de la catégorie C qui pourraient avoir accès au secteur structuré et souhaiteraient profiter de ces services. D'une manière générale cependant, les femmes de la catégorie C tirent rarement profit de ces services.

### 2.2.1 Exemple de soutien canalisé par la section des femmes du parti, expérience des femmes en matière de coopérative au Cameroun

Au début de l'année 1970, dans les zones côtières australes de ce qui était alors l'Etat du Cameroun occidental, plusieurs organes gouvernementaux et la section des femmes du Cameroon National Union (NCNU) ont entrepris d'organiser les femmes dans les zones urbaines en des coopératives d'huile de palme. Un certain nombre de sociétés ont vu le jour en un laps de temps très court et cette idée s'est rapidement propagée dans la province du Nord-Ouest.

A l'origine, l'idée de créer des coopératives dans les années 70 n'émanait ni des femmes qui devaient en devenir membre ni de l'organisme gouvernemental le plus compétent à savoir le West Cameroon Department of Co-operatives. L'idée et l'initiative ont émané d'un discours au premier congrès du Cameroon National Union. Parmi les nombreuses propositions formulées par Son Excellence Madame G.E. Burnley figurait la proposition de créer des coopératives pour les femmes sous les auspices du Women's Cameroon National Union (WCNU).

L'idée a aussitôt été traduite dans la réalité par le West Cameroon Commerce and Industry Service sur notification du WCNU. Le chef du département du commerce et de l'industrie a vu dans cette notification, l'occasion non seulement de répondre à l'appel des députés en faveur des femmes de leurs circonscriptions mais également de réaliser les objectifs qui lui ont été assignés à savoir, la camerounisation de l'économie locale qui était alors dominée par les commerçants nigériens.

Dès le départ, les femmes ont manifesté peu d'intérêt à ce projet. La participation aux premières réunions était faible et dans certains cas on ne pouvait compter sur une assistance nombreuse qu'en examinant la question à des réunions convoquées à d'autres fins.

L'objectif visant à écarter les Nigériens du commerce de l'huile de palme ne semblait pas susciter assez d'enthousiasme pour motiver les femmes. L'enthousiasme initial manifesté par le département du commerce et de l'industrie et par le WCNU a forcé l'adoption rapide de mesures. La taille du marché de l'huile de palme n'a pas été déterminée, et aucune recherche n'a été entreprise pour déterminer les coûts qu'entraînerait la desserte de ce marché. Au moment où les achats commençaient, aucune recherche n'avait été entreprise sur les sources et les coûts du tonnelet, un article fondamental. Aucune recherche n'avait été entreprise non plus concernant les coûts de transport qui ont rapidement constitué une dépense majeure et un problème majeur. Le transport était non seulement

coûteux mais également difficile à trouver et la plupart du temps non fiable. Ceci a été aggravé par les problèmes de communication. On a quelquefois loué et conduit des camions à l'usine pour découvrir qu'il n'y avait pas d'huile ou que la quantité d'huile disponible était insuffisante. Néanmoins, la coopérative devait payer les frais de transport.

Aucun crédit extérieur n'était prévu, le capital initial devait être fourni par les femmes. Etant donné que l'huile devait être payée comptant à l'usine, les sociétés devaient se contenter de faire des achats relativement limités. Les sociétés étaient conçues pour aider les femmes à gagner de l'argent liquide mais l'ouverture d'une coopérative dépendait de l'apport d'un capital suffisant par les femmes. Eventuellement, la plupart des coopératives n'ont pas fonctionné et le projet s'est largement soldé par un échec.

Quelques-unes des raisons avancées pour l'échec des coopératives étaient les suivantes :

1. De nombreux membres ne comprenaient pas l'idée générale de coopérative ni les opérations particulières des entreprises d'huile de palme.
2. Les femmes n'avaient manifesté aucun intérêt pour ces entreprises, néanmoins l'enthousiasme des organismes gouvernementaux a rendu opérationnel le projet.
3. Le gouvernement n'avait ni suffisamment de fonds ni un personnel compétent pour exécuter un tel projet.
4. Les entreprises étaient condamnées dès le départ par des problèmes de planification, le manque d'intérêt, les divergences et la confusion bureaucratiques.
5. La concurrence exercée par des intérêts commerciaux bien établis et l'incapacité des femmes ou des patrons à exercer suffisamment de pression sur le système politique.
6. L'absence de direction et de compétence parmi les femmes a été citée comme source de difficultés.
7. Les entreprises n'étaient pas organisées par les femmes sur la base des besoins ressentis.

L'exemple susmentionné visait à démontrer que la plupart des femmes africaines appartenant à la catégorie C sont confrontées dans la plupart des cas à des difficultés, telles que le manque de ressources, pourtant elles parviennent à s'organiser de manière efficace et utilisent les ressources qui leur sont disponibles. Elles arrivent dans de telles conditions à entreprendre des activités économiques alternatives, qui profitent, en fin de compte à toute la société.

Alors que ces femmes, qui continuent à faire preuve de telles capacités et à obtenir des résultats, ne bénéficient pas d'allocations budgétaires, des institutions gouvernementales et autres organismes continuent de soutenir économiquement des

projets et des programmes improductifs, qu'ils ont conçus pour des groupes de femmes n'ayant pas de besoins particuliers.

### 2.3 Autres sources d'aide aux projets des femmes

A part les crédits budgétaires qui leur sont alloués par le gouvernement, les projets en faveur des femmes bénéficient de l'assistance des organismes internationaux suivants :

- a) Les organismes donateurs multilatéraux,
- b) Les organismes donateurs bilatéraux,
- c) Les organisations non gouvernementales internationales,
- d) Les organisations bénévoles d'outre-mer, et
- e) Les organisations non gouvernementales internationales des femmes.

#### 2.3.1 Les organismes donateurs multilatéraux

Il s'agit d'organismes tels que ceux des Nations Unies qui sont composés de représentants des différents gouvernements. La plus grande partie de l'assistance fournie par les organismes donateurs multilatéraux est offerte dans le cadre d'accords passés entre chacun de ces organes et les gouvernements. Cependant, il arrive que ces organismes collaborent avec les organismes non gouvernementaux où font appel à leurs services en ce qui concerne la fourniture d'aide financière, des conseils techniques ou des moyens nécessaires à la formation.

#### 2.3.2 Organismes donateurs bilatéraux

En général, les gouvernements donateurs offrent leur assistance sous la forme d'aide bilatérale, c'est-à-dire une aide fournie par un gouvernement à un autre gouvernement. Certains gouvernements donateurs peuvent fournir directement une aide financière limitée sans demander l'agrément du gouvernement du pays en question. Ces aides sont généralement confiées à la mission ou l'ambassade du pays en question.

#### 2.3.3 Organisations non gouvernementales internationales

Il s'agit de fondations, d'églises et d'organismes privés qui fournissent leur assistance sous plusieurs formes telles que les aides financières, les conseils techniques et les moyens de formation. En général, chacune de ces organisations défend des causes précises et applique des procédures particulières. Il est recommandé de s'informer sur ces objectifs et procédures pour s'assurer qu'un projet donné cadre avec leurs domaines d'intérêt. La toute première démarche consisterait donc à écrire pour obtenir les informations nécessaires à ce sujet.

#### 2.3.4 Organisations bénévoles d'outre-mer



De façon générale, ces organisations ne fournissent pas de fonds, mais des bénévoles techniquement qualifiés qui peuvent collaborer aux projets pour de courtes périodes.

### 2.3.5 Les organisations non gouvernementales internationales de femmes

Celles-ci s'occupent au niveau local de projets technologiques concernant les femmes, et seraient en mesure de fournir des conseils, des ressources matérielles, ou du personnel. Beaucoup de ces organisations ont des bureaux dans plusieurs pays.

L'Annuaire Tech and Tools Book (1986) publié par l'International Women's Tribune Centre, I.T. Publications fournit la liste des noms des diverses institutions et agences appartenant aux différents groupes de donateurs.

## 3. Comment accroître les ressources et les possibilités nécessaires pour assurer aux femmes africaines une participation plus complète et plus équitable dans le développement

### 3.1 La question de la participation de la femme africaine est vitale pour le développement de l'Afrique

La participation de la femme africaine au développement est d'une manière ou d'une autre à la base même du problème fondamental du développement de tous les pays de l'Afrique subsaharienne. Il y a quelques années les rapports faits sur le développement et la gestion des agro-industries en Afrique contenaient souvent des déclarations telles que : "La concurrence dure imposée par la meunerie du village, laquelle grâce à un coût de substitution bas et l'utilisation de petits moulins judicieusement adaptés selon le cas, s'était montrée plus compétitive que les autres concurrents industriels". Ou encore "Les agriculteurs européens ou américains et les grandes exploitations agricoles d'Etat n'ont jamais été capables de concurrencer les petits exploitants africains, sans les subventions de l'Etat". Ce genre de déclaration laissait entendre que la rentabilité des systèmes traditionnels africains entravait sérieusement les efforts de développement à grande échelle.

J'ai alors commencé à me rendre compte du fait que si les petits exploitants et l'installation de la meunerie du village, dont le coût de substitution était bas, pouvaient être compétitifs par rapport à n'importe quel concurrent industriel, ce grand exploitant alors l'avantage de la compétitivité de l'Afrique pour ce qui est du développement économique serait lié au système traditionnel et réside dans l'utilisation de systèmes à faible coût qui appliquent les connaissances, les capacités et les procédés traditionnels. Si à leur niveau soi-disant primitif, ils continuent à concurrencer des industriels qui utilisent des technologies importées, l'Afrique gagnerait davantage à identifier ces éléments, à les moderniser grâce à l'introduction de méthodes scientifiques et à en faire la base de son développement économique. Il se trouve que les femmes africaines qui sont les dépositaires de ce savoir-faire traditionnel ont été écartées du processus de développement sous prétexte qu'elles sont arriérées et dépassées. Mais ne nous sommes-nous pas privés de cet atout sur le plan de la compétitivité dont aurait bénéficié le

développement socio-économique ? En d'autres termes, n'avons-nous pas fait plutôt mal que bien par excès de zèle.

### 3.1.1 Modernisation des éléments africains traditionnels

L'Afrique a peut-être entrepris une vie nouvelle et meilleure à l'image de celle des sociétés modernes occidentalisées, mais cela n'a pas empêché la vieille civilisation de survivre et de continuer d'offrir la plupart des moyens nécessaires pour répondre aux besoins de la société de manière plutôt efficace. En tant que telle, elle pourrait être profitable, mais pourrait être également adaptée aux besoins d'un monde moderne, et offrir un meilleur cadre de vie que des cultures étrangères mal adaptées aux besoins de l'Afrique.

Ainsi que l'a exprimé l'architecte et concepteur nigérian Demas Nwoko "Il ne s'agit pas de mettre à la disposition de l'Afrique le meilleur de la technologie de pointe. Ce qui est essentiel, cependant c'est une technologie conçue et adaptée spécialement aux besoins de l'Afrique". Dans notre hâte de rattraper l'occident, en l'imitant aveuglément, nous avons importé des technologies qui avaient été créées pour réaliser d'autres objectifs dans d'autres lieux. L'Afrique n'est pas mieux adaptée à beaucoup d'idées et d'institutions occidentales que ne l'est la technologie occidentale par rapport aux conditions de l'Afrique. Cette imitation s'est soldée par un désastre caractérisé par des villes désespérément surpeuplées et très difficiles à gérer, des systèmes de communication inefficaces, des routes en état de délabrement, des pannes chroniques d'électricité, et un chaos dû, entre autres choses, au manque de compréhension des économies que les nouveaux gouvernements s'efforçaient de bâtir.

L'Afrique devrait identifier clairement ses besoins et faire appel à une technologie qui soit adaptée à ces besoins. Dans la plupart des cas la solution existe déjà, grâce à la disponibilité des matières premières et des techniques locales qui ont été perfectionnées des siècles durant par les sociétés africaines traditionnelles, avant que l'image de l'Afrique ne soit associée aux importations en provenance de l'occident.

Il était réconfortant de noter que des Africains, dont Amu, Nkrumah et Nketia du Ghana; Dike et Ajayi du Nigéria, pour ne citer que quelques-uns, s'étaient également efforcés dans le passé de faire passer le même message et de signaler que les anciennes méthodes étaient toujours efficaces et que l'ancienne culture offrait encore des possibilités importantes dans ce domaine. Le désir de Nkrumah d'introduire un programme universitaire consistant à appliquer la sagesse du passé aux problèmes du présent; l'arrangement de la musique ancienne d'Ephraim Amu dans des formes modernes sont des exemples on ne peut plus éloquents de cette approche.

Les humanistes, les artistes et les historiens africains, pour ne citer qu'eux ont donné le ton et montré la voie pour la renaissance de l'art, de l'histoire, de la philosophie et de la littérature traditionnelles. L'art, la musique et la littérature africaine sont en train de refleurir, et de plus en plus d'Africains prennent part à leur renaissance. C'est au tour des scientifiques, des industriels et des ingénieurs africains, en fait tous ceux qui sont chargés des activités humaines de reconnaître, enfin, que la solution des problèmes de l'Afrique doit être une solution typiquement africaine, qui s'inspire peut-être d'une recette ancienne.

### 3.2 Application de la science dans la modernisation du secteur de l'alimentation - une expérience personnelle

Depuis le milieu de 1982 jusqu'à la fin de 1983, j'ai visité le Sénégal, le Nigéria, le Bénin et le Kenya afin de rassembler des informations sur le traitement et la conservation traditionnels des produits alimentaires. Cela m'a permis de compléter les informations que j'avais obtenues au Ghana et au Cameroun. J'ai consulté des documents dans des institutions de recherche et dans des bibliothèques universitaires de certains de ces pays ainsi que des publications technologiques et des études faites par les institutions internationales sur ce sujet. J'ai eu également la possibilité d'obtenir des documents sur les méthodes culturelles traditionnelles.

Les informations que j'ai obtenues sur le traitement et la conservation des produits alimentaires ont été compilées dans une étude, qui sera, je l'espère, disponible dans les écoles. Cette étude, intitulée "Traitement et conservation des produits alimentaires tropicaux" est publiée par Macmillan Publishers et sera mise en vente avant la fin de l'année courante. Dans cette étude, je me suis efforcé d'expliquer scientifiquement certains des procédés traditionnels employés par les autochtones, en soulignant les avantages et les inconvénients de certains de ces procédés. J'ai également signalé les améliorations qui pourraient être obtenues grâce à des méthodes scientifiques. L'application des principes scientifiques de base dans le traitement des cultures tropicales et la production de produits alimentaires modernes a été également étudiée, aussi bien au niveau local qu'au niveau des petites industries. Quelques procédés utilisés à grande échelle ont été également étudiés.

Au début de 1984, j'ai commencé à étudier sur le terrain les méthodes culturelles traditionnelles. Afin d'améliorer ces méthodes, j'ai utilisé des produits organiques ou biologiques courants. A cause des difficultés financières et du manque d'autres ressources, je n'ai pas pu appliquer les procédés scientifiques habituels qui consistent à travailler sur deux échantillons afin d'obtenir une évaluation statistique des données recueillies. Toutefois, j'ai pu constater que le rendement de quelques arbres s'est nettement amélioré depuis 1986. Le rendement ci-après a été obtenu entre juillet 1988 et juin 1989.

Tableau 1 : Rendement obtenu entre juillet 1988 et juin 1989

<u>Nom de l'arbre ou de l'arbuste</u>	<u>Nombre d'arbres</u>	<u>Rendement en kg</u>
Govavier	3	240,970
Cachimentier	4	306,280
Carambolier	10	32,800
Papayer	4	86,000
Manguier	1	34,000
Piment	2	53,150
Total		843,200

Les récoltes données par les taros, les bananiers et quelques jeunes goyaviers et cachimentiers n'ont pas été incluses dans le total. Si l'on en tient compte, le rendement du jardin situé dans l'arrière - cours qui fait 9 m sur 20 m (180 m<sup>2</sup>) serait de plus de 1 000 kg (une tonne).

Le rendement des trois goyaviers et des quatre cachimentiers figure dans le tableau 2. On peut constater que les goyaviers A et B qui ont continué à produire un maximum pendant certaines périodes, ont perdu leur caractère saisonnier et continué à donner des fruits tout le long de l'année. L'arbre C avait tout juste commencé à porter des fruits, et n'étant pas encore mature, ne produisait des fruits que pendant la période juillet-octobre qui est celle où les goyaves sont vendues sur le marché local.

Depuis 1986, j'avais effectué des recherches sur l'application de méthodes peu coûteuses pour le traitement et la conservation des produits du jardin en question. Jusqu'à présent, neuf sortes de confitures, de gelées et de beurres de fruit ont été élaborées. Trois vins différents, d'ananas, de papaye et de carambole ont été produits, en plus des divers jus de fruit. Du piment séché, saumuré, de la pâte de piment et de la sauce de piment ont été également préparés. Les confitures et les gelées sont déjà vendues sur le marché. Des marques de fabrication ont été mises au point pour ces vins qui seront bientôt commercialisés. Ces produits donnent une idée sur ce que l'application de la science peut permettre d'obtenir dans la modernisation de nos méthodes, tout en tenant compte de notre environnement culturel.

#### 4. Conclusion

Il n'y a aucun doute que l'Afrique précoloniale avait amassé une véritable richesse de savoir-faire et de techniques efficaces qui ont été transmis oralement de génération en génération et ont permis, jusqu'à ce jour, d'assurer l'existence d'une large proportion de la population. Les traditions orales sont une importante source d'informations en ce qui concerne les activités économiques, pour la plupart des populations locales et les femmes, dans les secteurs structuré et non structuré. Il incombe actuellement à nos intellectuels d'exploiter les traditions orales, car c'est là l'un des moyens les plus sûrs de recueillir des informations et des connaissances ainsi que des données historiques qui sont des richesses collectives de notre peuple.

Les archives nationales qui sont une collection de pièces de documents et de dossiers peuvent également servir comme sources d'informations. Les dirigeants et les mouvements locaux n'y figurent que s'ils constituent un problème pour le gouvernement ou s'ils entreprennent des actions inattendues ou spectaculaires.

Les institutions africaines de recherche et les intellectuels d'envergure devraient exploiter l'héritage africain et analyser les connaissances locales afin d'aider l'Afrique à réaliser "la décolonisation intellectuelle", dont a parlé Nkrumah le premier Président du Ghana qui a insisté sur le fait que les intellectuels africains doivent contribuer à l'africanisation des programmes scolaires et adopter une approche d'éducation qui soit axée sur l'histoire, la culture, les institutions, les langues et les arts africains pour les débarrasser de toutes les altérations qu'ils ont subies pendant la période coloniale.

Le jour où ce travail sera accompli et où les Etats de l'Afrique moderne renoueront avec le patrimoine précolonial de leurs sociétés, il sera possible pour les peuples africains de participer au développement économique de notre continent. Il leur sera facile de s'identifier à leur environnement grâce à l'utilisation de procédés qui leur sont familiers et seront productifs et cesseront de migrer vers les zones urbaines.

La mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale serait utile car elle créerait les conditions nécessaires pour le développement de l'entreprise privée. La dévaluation donnerait une nouvelle impulsion aux activités économiques et rendra les produits manufacturés africains plus compétitifs. Les associations commerciales régionales deviendraient plus efficaces et l'Afrique serait capable de fournir les moyens financiers nécessaires à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos.

Les femmes africaines, qui sont les dépositaires de l'héritage culturel africain sont au centre de cette proposition. Une proposition qui vise à trouver une solution typiquement africaine aux problèmes économiques de l'Afrique. En effet, les Africaines sont une ressource très importante pour l'Afrique et il est temps que nous nous en rendions compte.

1989					1989				
	Arbre A	Arbre B	Arbre C	Total	Arbre A	Arbre B	Arbre C	Arbre D	Total
Janvier	27,800	2,550	0,125	30,275	11,000	50,750	2,600	13,150	77,500
Février	9,400	1,200	0,945	22,345	32,200	33,430	1,900	2,100	69,630
Mars	12,950	11,050	-	24,000	1,700	3,150	11,050	3,350	19,250
Avril	13,425	2,150	-	15,575	2,350	4,600	0,600	1,500	9,050
Mai	2,875	0,100	-	2,975	13,200	17,000	-	-	30,200
Juin	11,250	3,450	-	14,700	33,300	29,850	16,700	2,400	82,250
Total partiel	77,500	31,300	1,070	109,870	93,751	139,780	32,850	22,500	287,881
Total pour l'année	140,885	66,500	33,765	240,970	95,061	147,980	37,200	26,100	306,281

## BIBLIOGRAPHIE

1. De Lancey, M.W. (1987) Women's Co-operatives in Cameroon: The Experiences of the North-West and South-West Provinces. *African Studies Reviews* Vol. 30, No.1, pp. 1.
2. Denzer, La Ray (1982) Introductory Remarks. *African Studies Reviews* Vol. 25, No. 2/3, pp. 1.
3. Galli, R.E. (1987) The Food Crisis and Socialist State In Lusophone Africa. *Africa Studies Reviews*, Vol. 30, No. 1, pp. 19.
4. Geiger, Susan (1982) Umoja Wa Wanakake Wa Tanzania and the Needs of the Rural Poor. *African Studies Reviews*, Vol. 25, No. 2/3, pp. 45.
5. July, R.W. (1983) Toward Cultural Independence in Africa: Some illustrations from Nigeria and Ghana. *African Studies Reviews*, Vol. 26, No. 3/4, pp. 119.
6. Johnson, Cheryl (1982) Grass Roots Organizing: Women in Anti-colonial Activities in South-Western Nigeria. *African Studies Reviews*, Vol. 29, No.3, pp. 107.
7. Koenig, Dolores (1986) Social Stratification and Labour Allocation in Peanut Farming in the Rural Malian Household. *African Studies Reviews*, Vol. 29, No. 3, pp. 107.
8. Kordylas, J.M. (1988) Food Preservation, Food Processing and Quality Control: An Overview, with Particular Reference to Research and Development, paper presented at Chemrawn Seminar: The Role of Chemistry in Improving Food Supplies in Africa, Nairobi, Kenya.
9. Kordylas, J.M. (1988) Research and Development in Africa must be based on African Cultural Capabilities. *Science for Development in Africa*, p. 111. Edited by Odhiambo and Isoun. Academy Science Press, Nairobi, Kenya.
10. Manadala, Elias (1982) Peasant Cotton Agriculture, Gender and Intergenerational Relationships: The Lower Tchiri (Shire) Valley of Malawi, 1906-1940. *African Studies Reviews*, Vol. 25, No.2/3, pp.27.
11. Mikell, Gwendolyn (1986) Ghanaian Females, Rural Economy and National Stability. *African Studies Reviews*, Vol. 29, No.3. pp.67.
12. Riddell, J.C. and Campbell, D.J. (1986). Agricultural Intensification and Rural Development. The Mandara Mountains of North Cameroon. *African Studies Reviews*, Vol. 29, No.3, pp.89
13. Sandhu, Ruby, Sandler, Joanne (1986) The Tech and Tools Book. A guide to Technologies Women are Using Worldwide. International Women's Tribune Centre I.T. Publications, England.